

Rencontre informelle avec la presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Boris Eltsine, Président de Russie, sur les relations politiques et économiques entre la France et la Russie et sur le problème des otages français retenus dans le Caucase, Moscou le 26 septembre 1997.

Le Président Eltsine a évoqué tous les sujets dont nous avons parlé. Je n'y reviendrai pas, sauf pour répondre à telle ou telle question.

Il y a un sujet qu'il a omis, et pourtant, il avait pris lui-même l'initiative de m'en parler en début de réunion, c'est celui qui concerne les cinq Français qui dans le Nord Caucase ont été enlevés, ainsi d'ailleurs qu'un Allemand. Et, bien entendu, aussi bien au niveau du Ministère des Affaires Etrangères que personnellement auprès du Président Eltsine, nous avons tout fait pour mobiliser les énergies tendant à essayer de faire libérer nos compatriotes, français et allemand. Le Président Eltsine a tenu, en début même de séance, et avant que je lui en reparle, à me dire que tout était mis en oeuvre du côté russe pour atteindre l'objectif que nous recherchons. Voilà, je tenais à le souligner.

Je me réjouis aussi que sur des problèmes internationaux, il n'y ait pas de divergence de vues entre nos deux pays et que, notamment, nous ayons, sans aucune difficulté, pu signer, s'agissant du Haut-Karabakh, s'agissant du Moyen Orient et s'agissant de la Bosnie des textes, des communiqués communs.

Je voudrais juste ajouter un mot en disant, naturellement, sur le plan des relations bilatérales et, en particulier, économiques nous avons manifesté une grande ambition puisque nous souhaitons doubler nos échanges commerciaux dans les deux années qui viennent.

Cette ambition devrait être servie par le travail de la Commission mixte au niveau des Premiers Ministres dont la troisième édition, vous le savez, se tiendra ici même, à Moscou le 31 octobre prochain. Bien entendu, seules des raisons de calendrier électoral avaient conduit à ne faire qu'une seule Commission cette année. A partir de l'année prochaine, il y en aura deux par an.

QUESTION - Les relations entre la Russie et la France sont souvent appelées relations privilégiées. Quel contenu les deux Présidents mettent à ce sens des relations privilégiées ?

M. Boris ELTSINE - Le terme des relations privilégiées s'applique à tous les domaines de la coopération. Il ne s'agit pas d'une orientation quelconque de cette coopération, il s'agit de l'ensemble des grands axes de la concertation entre la France et la Russie.

Les questions énumérées par le Président Chirac, les questions que j'ai énumérées moi-même, bien sûr, nous n'avons pas parlé de tout. Nous avons passé à table presque deux heures et nous avons pu passer en revue trois dizaines de sujets différents au moins. Donc, je tiens à vous le redire, les relations, entre la France et la Russie, revêtent un caractère privilégié, particulier. Ce sont des relations qui sont basées, non seulement sur les exigences du protocole, mais sur les affaires, pour ainsi dire, du coeur, les affaires cordiales, l'amitié personnelle, les liens personnels qui unissent les deux Présidents, celui de la Russie et celui de la France. Ce sont des relations particulièrement sincères, ouvertes, franches, et bien sûr, l'entraide entre nous.

Je dois vous préciser que la vie de Président n'est pas facile, c'est la vie qui est dure et ce n'est pas toujours facile de travailler. Cela dit, hier et aujourd'hui, il m'a été particulièrement agréable et facile de traiter avec le Président, mon ami, Jacques Chirac, les questions les plus épineuses.

Voilà, le sens que revêtent les relations privilégiées entre la France et la Russie.

LE PRESIDENT - Je n'ajouterai rien. Je dirai que ce sont des relations fondées sur l'amitié et la confiance. Confiance dans l'extraordinaire politique de réformes engagée par la Russie et qui, naturellement, réussira. Confiance dans la volonté de la Russie de jouer tout son rôle dans le développement dans un monde, à la fois multipolaire où elle a toute sa place, et un monde pacifique.

Je sais que l'Union européenne a fait une position commune. Une position concernant le dialogue critique et nous maintenons cette position de façon solidaire. C'est pourquoi, nous souhaitons qu'une solution intervienne le plus rapidement possible pour ce qui concerne le retour de nos ambassadeurs. Naturellement, il faut là un accord qui soit unanimement accepté au sein de l'Union européenne, cela va de soi, et qu'il soit donc digne et sûr.

Enfin, nous observons l'évolution de l'Iran depuis les dernières élections législatives et nous souhaitons que cette évolution aille dans le sens, je dirai, de plus d'ouvertures de l'Iran sur le monde.